



TUNISIE : LA JEUNESSE CONTRE BEN ALI !

17/01/2011



Le 17 décembre, après que la police lui a confisqué les fruits et légumes qu'il vendait dans la rue, un Tunisien de 26 ans s'est immolé par le feu. Cinq jours plus tard, un autre s'est suicidé dans un pylône électrique. Ces actes ont suscité le soulèvement de la jeunesse du pays.

Une dictature au service de la France et des grandes puissances

La Tunisie est censée être indépendante depuis 1956. Pourtant, ses principaux secteurs économiques sont au service des pays riches, notamment la France, son ancienne puissance coloniale... Ils offrent peu d'emplois aux jeunes diplômés. Leur taux de chômage est le double de celui de la population.

Depuis 1987, Ben Ali, grand ami des politiciens français, laisse son pays sous la domination des impérialistes afin d'enrichir une minorité. Son système est salué par le FMI (qui l'a consacré « économie la plus compétitive d'Afrique »).

Les capitalistes et néo-colonialistes se moquent bien que le « miracle tunisien » se fasse au prix de la dictature et de l'appauvrissement de la population. La détresse de la jeunesse ne vient pas d'un problème « démographique », comme voudrait le faire croire le régime. Elle vient du modèle de développement lui-même !

Un mouvement généralisé

Les jeunes chômeurs, les étudiants, les lycéens mais aussi les salariés et même les avocats sont aujourd'hui dans les rues pour chasser la dictature. Dans la nuit du samedi 8 janvier et dimanche 9, les forces spéciales de police et les « escadrons de la mort » ont massacré les manifestants, faisant plus de cinquante morts dans tout le pays, dont un jeune de treize ans dans la ville de Feriana.

Le gouvernement emprisonne des journalistes et censure la presse depuis des années. Désormais, il expulse même les journalistes étrangers pour les empêcher de révéler l'ampleur de la révolte et de la répression. Mais la jeunesse et les travailleurs ne semblent pas prêts à céder.

Une révolte internationale

La Tunisie n'est pas le seul pays à connaître des révoltes de la jeunesse. Il y a trois mois, c'étaient les lycéens en France qui se mobilisaient aux côtés des travailleurs contre Sarkozy et sa politique. Puis c'était le tour des étudiants en Italie et en Grande-Bretagne. Le 5 janvier, des émeutes ont éclaté à Alger, dans le quartier populaire de Bab-el-Oued, dont le commissariat a été pris d'assaut, suite à une augmentation des prix de l'huile et du sucre. Elles ont gagné les autres quartiers pauvres de la capitale.

Face aux conséquences de la crise, la mobilisation de la jeunesse est mondiale !

En France, nous devons faire connaître notre solidarité à tous ceux qui luttent et nous devons dénoncer le soutien de notre classe dirigeante au régime de Ben Ali. C'est le sens des rassemblements qui ont déjà eu lieu et sont encore prévus.



NPA
JEUNES
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

Travailler moins pour travailler tou-te-s !

Manuel Valls, député du parti socialiste, qui cherche à être mandaté par le PS pour être candidat à la présidentielle, a annoncé récemment qu'il fallait « déverrouiller les 35 heures ».

Tout d'abord que sont les 35 heures ?

Cette mesure prise par le gouvernement Jospin à la fin des années 90, réduit le temps de travail hebdomadaire. Bien que les 35 heures aient permis à une partie des travailleurs de disposer de plus de temps libre, cette mesure s'est accompagnée de nombreuses contreparties pour le patronat : stagnation des salaires, plus de flexibilité, intensification des cadences de production, annualisation du temps de travail et exonération de cotisations sociales pour les employeurs.

L'argument de M. Valls, et plus largement de la droite pour supprimer les 35 heures ?

Les salariés français seraient moins productifs, ne travailleraient pas assez, ce qui handicaperait la France dans la compétitivité mondiale. Mais ses arguments ne sont que mensonges et poudre aux yeux. D'une part les salariés travaillent en moyenne bien plus de 35 heures

(39,4 heures par semaine) et d'autre part un salarié d'aujourd'hui est quatre fois plus productif que dans les années soixante, c'est-à-dire qu'il produit la même quantité de marchandise en moins de temps qu'avant. Plutôt que de servir à augmenter les profits des patrons la réduction du temps de travail devrait permettre qu'on travaille tous, moins et autrement.

Imposons un réel partage du temps de travail

Pour en finir avec la précarité et le chômage, les bas salaires et les cadences infernales, imposons un réel partage du temps de travail sans perte de salaire, et avec les embauches qui vont avec.



"Apprentissage junior" : plus d'exploitation des jeunes...

Aujourd'hui, environ 1 jeune sur 4 est au chômage selon les chiffres officiels. Ce taux élevé est utilisé par le gouvernement pour justifier les réformes qui précarisent encore plus les jeunes. C'est d'ailleurs en disant qu'il permettrait de lutter contre le chômage que le gouvernement avait mis en place le CPE. Sarkozy ne fera pas le choix d'un CPE-bis. Cela signifierait un fort mouvement social un an avant la présidentielle. L'idée de ce début d'année c'est donc de développer l'apprentissage avec l'objectif de 400 000 nouveaux contrats en apprentissage ou en alternance d'ici 4 ans. Pourtant, ce n'est pas un moyen de lutter contre le chômage. En effet, l'apprentissage ne crée pas d'emplois. Il ne fait que baisser le coût du travail et donc remplacer des embauches de salariés payés à taux plein par des jeunes qui coûtent peu.

Encore des cadeaux pour les patrons !

Pour le patron, l'apprentissage c'est plein de cadeaux : salaire exonéré de charges sociales, prime à l'embauche, etc. En revanche, le gouvernement ne compte pas augmenter les salaires très faibles des apprentis (25% du SMIC pour les moins de 18 ans). En bref, on prétend aider les jeunes mais c'est les patrons qui ressortent gagnants.

De l'argent il y en a, prenons sur les profits !

Nous demandons la rémunération de tous les apprentis au niveau prévu par leur convention collective. Pas un salaire en-dessous du SMIC, quels que soient l'âge et l'année d'études de l'apprenti. De l'argent, il y en a ; prenons sur les profits pour maintenir les emplois, en créer de nouveaux et augmenter tous les salaires !



NPA

JEUNES
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

Lycée Langevin (Suresnes) : un BTS menacé !

Les enseignants du BTS Assistant de manager de Suresnes ont appris que le rectorat voulait « transférer » la formation à Villeneuve-la-Garenne car ils n'ont « pas assez » d'étudiants. On voit mal pourquoi il y en aurait plus qui s'inscriraient à Villeneuve ! C'est surtout que le rectorat n'aime pas les classes en petits nombres, dans lesquelles on peut apprendre et travailler plus facilement. Sinon, il ouvrirait une classe à Villeneuve et il laisserait celle de Suresnes !

MANIFESTATION DE L'ÉDUCATION NATIONALE :

samedi 22 janvier - 14h30 RER Luxembourg